

RAPPORT N° 2022/2-08
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET :

TRANSPORT DES CAISSONS DES DECHETTERIES DE LA CINOR- AUTORISATION DE SIGNER LES AVENANTS N°2 AU MARCHE 19-61 POUR LES LOTS 1,2 ET 3.

La CINOR dispose d'un parc de 11 déchetteries réparties sur l'ensemble de son territoire. Dans le cadre de l'exploitation de ces équipements, le transport et le vidage des caissons vers les différents exutoires de valorisation est effectué dans le cadre d'un marché de prestations de service.

Le marché de transport des caissons des déchetteries a été passé avec la société CITEVA le 31 mai 2019, alloti comme suit :

- Lot 1 : Transport des caissons des déchetteries de Saint Denis Ouest – démarrage le 1^{er} mars 2020, pour une durée de 27 mois et un montant de 563 220,00 €ht (fin du marché 31 mai 2022)
- Lot 2 : Transport des caissons des déchetteries de Saint Denis Est – démarrage le 1^{er} août 2019 pour une durée de 36 mois et un montant de 694 800,00 €ht (fin du marché 31 juillet 2022)
- Lot 3 : Transport des caissons des déchetteries de Sainte Marie et Sainte Suzanne – démarrage le 1^{er} juillet 2019 (sauf pour Bagatelle le 1^{er} août 2019) pour une durée de 36 mois (sauf pour Bagatelle avec une durée de 35 mois) et un montant de 730 050,00 €ht (fin du marché 30 juin 2022)

Rappel de l'avenant n° 1

La désignation, par appel d'offres, d'un nouveau prestataire de valorisation des déchets inertes, par SYDNE à compter du 02/01/2021, a impliqué un changement d'exutoire pour le transport des caissons de déchets gravats/inertes issus de nos déchetteries, ce qui a induit des modifications sur les distances à parcourir pour les prestations de transport, ayant une incidence sur le coût. Aussi, l'avenant n° 1 approuvé par le bureau communautaire en date du 17 décembre 2021 a intégré le surcoût global pour les 3 lots comme suit :

- Un surcoût de 4 837,60 €HT pour la période restante (17 mois) pour le lot 1 soit une hausse de 0,86% du montant initial. Pour ce lot le montant du marché est passé ainsi de 563 220,00 €HT à 568 057,60 €HT ;
- Un surcoût de 4 603,40 €HT pour la période restante (19 mois) pour le lot 2 soit une hausse de 0,66% du montant initial. Pour ce lot le montant du marché est passé ainsi de 694 800,00 €HT à 699 403,40 €HT ;
- Un surcoût de 13 110,67 €HT pour la période restante (18 mois) pour le lot 3 soit une hausse de 1,80 % du montant initial. Pour ce lot le montant du marché est passé ainsi de 730 050 €HT à 743 160,67 €HT.

Dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché, il convient de veiller à la continuité du service pour transport de caissons des déchetteries de la CINOR (19/61), par la notification avec la société CITEVA d'un avenant qui a pour objet de prolonger la durée du marché et donc reporter la date de fin de ce marché

- pour les lots 1 et 3 jusqu'au 31 août 2022,
- pour le lot 2 jusqu'au 31 octobre 2022,

Le présent avenant n°2, proposé pour prolonger de trois (3) mois supplémentaires les lots 1 et 2 et deux (2) mois supplémentaires pour le lot 3, n'a pas d'incidence financière, puisque le coût des prestations à réaliser pour cette durée supplémentaire reste dans l'enveloppe globale du marché

- le lot 1 : 568 057,60 €HT.
- Le lot 2 : à 699 403,40 €HT.
- Le lot 3 : 743 160,67 €HT.

Cet avenant n°2 a été présenté à la CAO en date du 06/04/2022, qui a émis un avis favorable.

Toutes les autres clauses du marché non modifiées par le présent avenant n°2 demeurent applicables et inchangées.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/2-08
Du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET :

**TRANSPORT DES CAISSONS DES DECHETTERIES DE LA CINOR- AUTORISATION DE SIGNER LES AVENANTS
N°2 AU MARCHE 19-61 POUR LES LOTS 1,2 ET 3.**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-08 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-08-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de l'avenant n°2 proposé pour chaque lot du marché de transport des caissons des déchetteries de la CINOR, modifiant le délai d'exécution supplémentaires suivants :

- trois (3) mois supplémentaires pour le **lot 1** avec une fin du marché au 31 aout 2022
- trois (3) mois supplémentaires pour le **lot 2** avec une fin du marché 31 octobre 2022
- deux (2) mois supplémentaires pour le **lot 3** avec une fin du marché 31 aout 2022

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ces avenants n°2 pour chacun des lots 1,2 et 3

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde, le 13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-08-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--